

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

La question nationale québécoise. Toujours omniprésente, complexe, à la fois périlleuse et prometteuse

Gilles Bourque

Numéro 24, automne 2020

La question nationale revisitée. Enjeux, stratégies, convergences

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/94046ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bourque, G. (2020). La question nationale québécoise. Toujours omniprésente, complexe, à la fois périlleuse et prometteuse. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (24), 128–135.

La question nationale québécoise

Toujours omniprésente, complexe,
à la fois périlleuse et prometteuse

Gilles Bourque

Professeur émérite au département de sociologie de l'UQAM¹

Dans ce texte, je voudrais en un premier temps faire ressortir quelques-unes des nombreuses difficultés rencontrées dans les débats contemporains sur l'analyse de la question nationale au Québec. En un deuxième temps, je propose de considérer la crise actuelle comme un révélateur des transformations des rapports entre capitalisme, démocratie et nation.

Bref retour en arrière : la question nationale québécoise en débats

Lors de la crise des années 1930, une stratégie de sortie est adoptée progressivement par les États en vue de la relance du capitalisme. La nature de celle-ci résulte d'une multiplicité de facteurs parmi lesquels on peut noter la peur du communisme, le rejet d'une solution autoritaire – le fascisme – et, surtout, les luttes de la classe ouvrière et du mouvement des femmes favorisées par l'extension du droit de vote dans les démocraties libérales. L'ensemble du processus conduit à la formation de l'État-providence. Cette forme de l'État est institutionnalisée à partir du régime de la convention collective. Elle se caractérise par l'adoption d'une politique économique centrée sur le développement du marché intérieur (ou national) et de relations de

1 Gilles Bourque, auteur de nombreux travaux et ouvrages, fut également rédacteur de *Parti pris* et des *Cahiers du socialisme*. Il accorda à l'hiver 2019 à Jean Trudelle une grande entrevue parue dans le n° 21 des *Nouveaux Cahiers du socialisme*, « Gilles Bourque et la question nationale », <www.cahiersdusocialisme.org/gilles-bourque-et-la-question-nationale/>.

nature internationale pensées à Bretton Woods, ainsi que d'une politique sociale d'inspiration universaliste vouée au soutien de la demande. Le capitalisme connaît alors un essor spectaculaire, le niveau de vie augmentant significativement en même temps que l'espérance de vie et la diminution relative des inégalités. La démocratie libérale réalise ce que l'on peut considérer comme le plein potentiel de son ouverture à la politisation des rapports sociaux – d'où l'extension des droits sociaux et des droits de la personne –, alors que la nation devient la référence obligée et célébrée du développement économique, social et culturel.

Au Canada, le gouvernement fédéral amorce le passage au providentialisme, poussant ainsi les administrations provinciales à s'adapter. Au Québec, le régime Duplessis résiste bec et ongles à la transformation de l'État, en se portant à la défense du libre marché et des pouvoirs de l'Église dans la sphère privée, au nom des traditions et de la nation canadienne-française et catholique.

Ce n'est en conséquence qu'à partir de la Révolution tranquille que s'affirme dans toute son extension l'État-providence au Québec. Cet avènement consacre l'hégémonie d'un nouveau discours politique, le providentialisme, qui célèbre le soi-disant passage à la modernité, en même temps que la rupture radicale avec la Grande Noirceur et le passé canadien-français. Trois questions s'imposent à la suite de cette opération table rase. Qu'est-ce que l'État ? Qu'en est-il de la société ? Et que dire de la nation ?

Une sorte d'État

Dans la perception dominante, le Québec cesse d'être une province pour devenir un État. Cette nouvelle figure du politique fait sens dans le processus de construction du complexe institutionnel de l'État-providence. Néanmoins, le Québec est tout au plus un État provincial, et, en fin de compte, ne rencontre pas la définition classique d'un État. Cette confusion des termes pose des problèmes qui deviendront plus aigus dans les années subséquentes. Si donc, malgré tout, le Québec est une sorte d'État, qu'en est-il de la société qui le constitue ? La réponse initiale est de faire une société de la nation canadienne-française et catholique. Même s'il appert que, dans cette transfiguration, la référence au catholicisme s'estompe, il n'en demeure pas moins que la proposition pose généralement problème. Comment, en effet, une communauté doublement cadencée par la langue et la religion peut-elle devenir soudainement une société ?

Au-delà de la disparité des concepts sociologiques de communauté et de société, il faut rappeler que le discours nationaliste canadien-français présuppose l'existence d'une société canadienne issue d'un « pacte sacré entre deux races », c'est-à-dire entre deux communautés politiques. La référence à la société est donc résolument canadienne, voire même par moment, nord-américaine. Ainsi apparaît ce paradoxe

d'une représentation de la communauté nationale fermée sur elle-même – il faut être francophone et catholique pour en faire partie –, tout en étant ouverte au partage d'espaces politiques beaucoup plus larges.

Il ne faut pas s'étonner si cette notion de société québécoise s'impose puisqu'elle paraît en parfaite congruence avec l'idée d'un État québécois. Il y a ici un effet miroir entre le presque État (québécois) et la société (québécoise), ce qui instaure une double frontière symbolique entre le Québec et le Canada. La transfiguration à l'œuvre dans le discours politique dominant durant les années 1960 est alors complétée par l'apparition de l'idée d'une nation éponyme – nation québécoise – qui consacre la rupture avec le passé canadien-français. La nation ne saurait dorénavant être liée ni au Canada ni au catholicisme. Bref, l'État, la société et la nation sont alors séparés virtuellement du Canada, libérés de l'Église et coupés de tout rapport avec l'héritage canadien-français, sinon sur le mode de la négativité.

La nation colonisée

Si la référence à l'espace du Québec dans la nouvelle conception de l'État et de la société paraît aller de soi, il en faut bien davantage pour dessiner les traits de la nation québécoise. Quelle est la particularité de cette communauté nationale dans le concert des nations ? Est-elle un tout homogène ou un ensemble divisé ? Rassemble-t-elle tous les Québécois et Québécoises ou en exclut-elle certains en référence à la nation canadienne-française et catholique ? Au départ, certains pensent trouver la particularité de la nation québécoise dans le fait qu'elle aurait constitué une nation colonisée. Cette thèse se répand comme une trainée de poudre parmi la gauche et plus largement chez les indépendantistes. Quand ils ne sont pas considérés comme « les nègres blancs d'Amérique », les Québécois deviennent des colonisés, ou plus précisément des ex-colonisateurs transmués en colonisés sous l'effet de la Conquête. Il s'agit cependant d'une mauvaise réponse à une question qui n'en demeure pas moins pertinente. Avec le recul, il paraît pour le moins saugrenu de trouver des similitudes entre les situations des peuples autochtones asservis ou des descendants d'esclaves et celle des Québécois. De la même manière et bien qu'elle soit à première vue plus crédible, la thèse qui en fait des colonisés ne tient pas longtemps la route. Au-delà des nuances qu'il faudrait faire si l'on voulait comparer les colonisations française et anglaise, les colons français sont demeurés des colonisateurs sous le régime anglais. Ce sont les Premières Nations qui furent et demeurent colonisées.

La nation opprimée

Dans les années 1970, cette approche entachée par l'emprunt malavisé d'analyses et de théories développées en fonction de situations fort différentes est abandonnée. Le regard se déplace, et avec lui, les lieux théoriques et empiriques d'une possible

comparaison. C'est plutôt au dévoilement de l'oppression nationale liée à l'histoire de l'institutionnalisation des démocraties libérales que l'on se consacre dorénavant. Le développement de ces États démocratiques s'appuie sur la souveraineté nationale populaire et par conséquent, sur l'établissement d'une double frontière. Ou si l'on préfère, d'un double verrou : les frontières du pays qui délimitent l'espace du libre marché intérieur – dans un premier temps du moins – en même temps que celui de la citoyenneté ; celles de la nation ensuite, qui ne sauraient tolérer la représentation d'une communauté nationale différente sur le territoire, si ce n'est sur un mode folklorique ou purement symbolique. La lutte des petites nations dans les démocraties libérales se présente ainsi comme une lutte pour la définition de l'espace politique et pour la représentation de la nation au nom de laquelle s'exerce le pouvoir. Les nations canadienne (1791-1840), canadienne-française (1867-1960) et québécoise apparaissent ainsi comme les figures de contre-nations, comme des étendards affichant la résistance à l'oppression politique et culturelle.

Cette nouvelle appellation de la nation renvoie-t-elle pour autant à un tout homogène ? Et si la réponse était négative, faudrait-il en déduire une délégitimation de la lutte nationale ? C'est ce que soutiennent Pierre Elliott Trudeau et l'historien Fernand Ouellette. Dans cette imposante littérature sur les rapports classes-nation – que je ne peux parcourir en détail ici –, apparaissent deux corpus distincts : l'un porte sur l'histoire du Québec jusqu'en 1960, le second sur la Révolution tranquille ainsi que sur les composantes du Parti québécois (PQ).

Ces corpus se déclinent alors dans deux approches clairement distinctes. La première, libérale, vise à désamorcer le potentiel émancipateur des revendications nationales et des luttes de libération nationale dans les démocraties représentatives. Dans cette perspective, ce mouvement est lié aux intérêts étroits d'une seule et même classe dominante qui présente l'idéologie nationaliste comme un leurre contraire aux aspirations des classes populaires.

La vision de la gauche

La deuxième approche, à la gauche de l'échiquier politique, inspire deux lectures fort différentes des rapports classes-nation : l'une, d'obédience marxiste classique, reprend en quelque sorte les thèses libérales, mais en les inscrivant dans le cadre plus large de l'internationalisme prolétarien ; l'autre plutôt liée au soutien des luttes de libération nationale est plus attentive aux alliances de classes inhérentes à ce type de mouvement. Plusieurs travaux produits dans cette dernière perspective par le Centre de formation populaire ou encore publiés dans *Les Cahiers du socialisme* portent principalement sur les alliances de classes à l'intérieur du mouvement national. Notons

aussi plusieurs réflexions mises de l'avant sur la nature de la bourgeoisie québécoise². Pour cette nouvelle gauche indépendantiste :

Une nécessaire stratégie politique à bâtir par le mouvement ouvrier connaît un objectif constitutif, l'indépendance du Québec. L'indépendance serait le moment d'un nouveau rapport de forces, d'une brèche dans le système de domination capitaliste en Amérique du Nord, d'où l'opposition irréductible qu'elle suscite dans la bourgeoisie à l'échelle internationale³. L'indépendance préconisée par le mouvement ouvrier québécois implique l'élaboration d'une stratégie anti-impérialiste et anticapitaliste à l'échelle continentale, et la coordination des forces ouvrières et populaires du Québec, du Canada et des États-Unis contre un même système de domination. La lutte pour l'indépendance est par ailleurs une lutte prolongée et complexe, un rapport de forces multiples⁴.

Cette posture exige une démarcation explicite entre le projet « indépendance et socialisme » et le projet de « souveraineté-association » promu par le PQ :

Notre appui à l'indépendance est une position de démarcation sans équivoque avec le nationalisme, car nous sommes conscients que les intérêts des travailleurs sont antagoniques à ceux de la bourgeoisie et de tout autre force sociale qui préconise une « autre voie » que le socialisme, ce qui conduirait le Québec à s'intégrer d'une nouvelle manière dans le système capitaliste mondial⁵.

Le repli des années 1980-1990

Après la sévère défaite référendaire en 1980, la mouvance intellectuelle et politique est déstabilisée, d'autant plus que le PQ renie ses engagements – c'est la politique du « beau risque » avec le gouvernement conservateur à Ottawa. Contrairement à l'effervescence des années 1960 et 1970, les travaux sur la question nationale se font beaucoup plus rares entre les deux référendums de 1980 et 1995. À partir du début des années 1990 et surtout après l'échec du second appel au peuple, la légitimité du nationalisme québécois est mise à mal à partir de la question posée plus haut : qui fait partie de la nation québécoise ? On assiste dès lors à la version québécoise du fameux débat entre nationalisme civique et nationalisme ethnique. Pour faire court, disons que, pour certains, le nationalisme québécois réfère à une nation qui n'inclut que les

2 Voir à ce sujet le recueil de textes, « La question nationale québécoise à l'ombre du capitalisme », *Textes choisis des Cahiers du socialisme* (1978-1982), un dossier publié par les NCS, décembre 2014, <http://media.wix.com/ugd/a54ab7_7f75347c75cc4435a04a21cde4bcd11f.pdf>.

3 Voir à ce sujet, Pierre Beaudet, *Quel socialisme ? Quelle démocratie ? La gauche québécoise au tournant des années 1970-1980*, Montréal, Varia, 2016.

4 Comité sur la question nationale du Centre de formation populaire, « Le référendum, un enjeu politique pour le mouvement ouvrier », *Cahiers du socialisme*, n° 4, automne 1979, p. 156, <http://media.wix.com/ugd/a54ab7_7f75347c75cc4435a04a21cde4bcd11f.pdf>.

5 Centre de formation populaire, *La question nationale, un défi à relever pour le mouvement ouvrier*, mai 1978.

individus de souche canadienne-française. En d'autres termes, le discours soi-disant moderniste de la Révolution tranquille accouche d'une nouvelle représentation de la nation, tout aussi ethnique que celle de la « race » canadienne-française et catholique. Il ne saurait être question de faire ici l'inventaire des contributions à ce débat parfois non dépourvues de démagogie. Je rappellerai seulement que la notion de nation québécoise, contrairement à celle de canadienne-française et catholique, n'exclut *a priori* personne de la communauté politique. Il est évident que, comme ailleurs dans le monde, la notion de nation peut participer, dans les milieux d'extrême droite, d'une conception ethniciste des rapports sociaux, mais rien ne permet d'affirmer que cette lecture est généralisée.

État et nation dans le capitalisme contemporain

Malgré le rêve des libertariens, le capitalisme n'a jamais pu se passer de l'État. Dans les sociétés capitalistes, à titre d'exemple, le droit de propriété doit être décrété et protégé en même temps que le libre marché du travail créé et régulé (pensons ici à l'esclavage, aux enclosures et au contrat). Il en va autrement cependant des rapports entre capitalisme et démocratie. Ce mode de production peut, en effet, s'accommoder aussi bien de dictatures militaires comme celle de Pinochet, que d'États autoritaires fonctionnant sur la base d'un simulacre de démocratie comme en Russie, en Inde ou au Brésil. La reproduction du capitalisme peut aussi favoriser le développement d'une scission entre démocratie et libéralisme. Quant à la nation, il existe un lien très net entre les développements du capitalisme, de la démocratie libérale et de la nation. Encore là, cependant, le siècle dernier comme le siècle actuel nous ont montré que la nation peut constituer une notion centrale des discours dominants dans les régimes militaires et les États autoritaires. Concluons donc, en un premier temps, qu'au niveau transhistorique, on ne peut, dans l'ordre de la nécessité, établir de liens de détermination entre capitalisme, démocratie libérale et nation. Il en va tout autrement cependant quand on envisage ces rapports au niveau de la conjoncture ou de la période. Il apparaît dès lors que le capitalisme représente la variable lourde et que la transformation de ses relations avec la démocratie et la nation demeure largement fonction de la lutte des classes.

L'impact du néolibéralisme

Que la crise provoquée par la pandémie de la COVID-19 puisse être considérée comme une démonstration des effets délétères de 40 ans de néolibéralisme, nul n'en doute. Encore faut-il tenter de comprendre les conditions de production de ce monde profondément antisocial. Il n'y a pas de société, disait Thatcher reprenant Hayek. En réalité, la mondialisation néolibérale peut être pensée comme un processus de destruction de la société autant comme concept que totalité historiquement constituée, en l'espèce dans la conjoncture, la société providentialiste.

La financiarisation du capital, principal vecteur de la mondialisation néolibérale, n'aurait pu s'affirmer à l'échelle planétaire sans l'intervention et la transformation de l'État. J'écris bien « intervention », car ce serait une erreur de penser cette transformation comme un simple désengagement des institutions appartenant à la sphère publique. Depuis les années 1980, nous avons été soumis à un processus de déconstruction de la société providentialiste lié à l'instauration d'un monde dominé par le capital financier et le marché mondial. Je n'insisterai ici que sur quelques-uns des principaux aspects de la stratégie néolibérale. Il faut partir de la marginalisation du régime de la convention collective qui cesse d'être le noyau central de l'institutionnalisation de la société. Cette opération a permis le démantèlement du procès de travail d'inspiration keynésienne.

Nous avons dès lors assisté à un double procès de fragmentation : l'un dissémine la production à l'échelle mondiale ; l'autre, à l'interne, s'adonne à la sous-traitance, la précarisation et la création de multiples freins à la syndicalisation. Il en est résulté un ensemble de conditions qui ont mis à mal la potentialité d'alliances politiques entre les fractions inférieures des classes moyennes et de la classe ouvrière. Cette déconstruction se caractérise aussi par une inversion des rapports entre démocratie et libéralisme qui prend la forme de la soumission de l'État représentatif à l'État de droit. Encore ici, la stratégie se déploie aussi bien à l'échelle planétaire qu'à l'intérieur de l'État-nation. La multiplication des traités de libre-échange et des tribunaux d'arbitrage internationaux ainsi que la constitution d'institutions supranationales (l'Union européenne), limitent significativement l'exercice de la démocratie représentative.

La « dé-démocratisation »

À l'interne, de la même manière, un procès identique tend à mettre le parlement en tutelle. On pense à la prolifération des chartes enchâssées ou non dans la Constitution qui vise explicitement à limiter l'exercice du pouvoir législatif et tend au développement d'une judiciarisation de plus en plus large des rapports sociaux. Si l'on ajoute à ces instances les pouvoirs de plus en plus étendus d'une technobureaucratie qui fonctionne à la Nouvelle Gestion publique directement importée du privé, on peut constater la très nette régression de la démocratie représentative partout dans le monde.

La mondialisation néolibérale a été construite sur la base de la convergence entre le capitalisme financier, l'État et le libéralisme. Les grands perdants sont à l'évidence la démocratie et les couches populaires et moyennes de la nation. Le discours politique dominant s'insurge devant la montée du nationalisme d'extrême droite et la formation de pouvoirs autoritaires qui se réclament, à tout le moins en un premier temps, de la démocratie représentative. Or, il se trouve que le nationalisme d'extrême droite se glisse pour ainsi dire dans les failles d'un système qui a mis à mal l'exercice de la démocratie aussi bien que les pouvoirs de l'État-nation.

Une crise d'un type nouveau

La crise provoquée par la pandémie illustre elle aussi les ratés de la visée néolibérale. La mondialisation du virus constitue en quelque sorte l'envers des promesses de la mondialisation. Dans le contexte des luttes interimpérialistes entre la Chine, l'Union européenne et les États-Unis, la rareté des médicaments et du matériel médical démontre jusqu'à l'absurde les effets de la délocalisation issue de la segmentation du procès de production à l'échelle mondiale. On constate par ailleurs la réponse chaotique à la crise révélant les conséquences du désengagement de l'État dans le domaine de la santé et des services sociaux. Plus encore, le développement du traçage informatique pour lutter contre le virus représente non seulement une menace à la vie privée, mais aussi l'occasion de peaufiner des matériaux de contrôle et de surveillance caractéristiques des États autoritaires. Enfin et peut-être surtout, il faut retenir le fait que le virus crée significativement plus de victimes dans les milieux défavorisés et vulnérables, ce qui témoigne de l'aggravation des inégalités causées par la mondialisation néolibérale.

Conclusion

Terminons par quelques remarques. La profondeur des inégalités révélées par la crise de la COVID et des événements récents comme le mouvement des Gilets jaunes en France révèle les potentialités d'une relance d'une lutte des classes d'un type nouveau. En ce sens, il serait plus que temps que l'on abandonne la référence confusionniste au 1%, les plus fortunés. L'hégémonie néolibérale assure le pouvoir non seulement de quelques multimilliardaires, mais aussi d'un nombre beaucoup plus important d'acteurs liés à la reproduction du capital financier et de la technobureaucratie.

Par ailleurs, la crise paraît amorcer le développement d'une tendance à la démondialisation et à une sorte de retour à l'État-nation. Si tel est bien le cas, assisterons-nous à un simple retour aux allures d'antan ou, au contraire, à un renouvellement des luttes contre les inégalités ?

Enfin, quoiqu'il faille se méfier des pronostics trop hâtifs, il se pourrait que cette crise crée certaines des conditions favorables à un retour à la démocratie et à la nation, sans que ce soit nécessairement sous une forme mononationale. Dans une telle perspective, deux voies sont alors possibles pour le Québec : la première hautement improbable serait la reconnaissance du Canada comme un État plurinational ; la seconde impliquerait l'indépendance d'une société québécoise plurinationale (pensons aux Premières Nations) et multiculturelle caractérisée par une référence identitaire plurielle qui, bien sûr, reste à penser.